

**PORTANT CRÉATION D'UN
RÉGIME DE PRIORITÉ A UNE INTERSECTION DE VOIES**

LE MAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.415-5 et R.412-30 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité à l'intersection formée par avenue Léon Say, rue Albert Piche, avenue Napoléon Bonaparte ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par l'avenue Léon Say, la rue Albert Piche et l'avenue Napoléon Bonaparte.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les conducteurs qui abordent l'intersection formée par la rue Albert Piche, l'avenue Léon Say et l'avenue Napoléon Bonaparte par la gauche sont tenus de céder le passage aux autres conducteurs.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

21 FEV. 2024


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire